



» Liban

Fiche Info REMDH: Rapport de suivi de la PEV 2013

Analyse du REMDH sur le rapport de suivi de la PEV sur le Liban et ses recommandations pour le prochain rapport.

Credit: Reuters

En 2013, le Liban a été particulièrement touché par des crises d'ordre politique, liées à la sécurité et à l'afflux de réfugiés. Dans ce contexte difficile, l'Union européenne (UE) encourage le Liban à poursuivre ses réformes. Bien que l'UE affirme que les droits de l'Homme ont été bien respectés en 2013, elle appelle également les autorités libanaises à renforcer leur protection, à lutter contre la discrimination et à adopter le plan d'action national sur les droits de l'Homme annoncé en 2012. D'autres recommandations ont été formulées dans les domaines suivants :

Liberté d'association, de réunion et d'expression

Bien que l'UE exprime certaines préoccupations quant aux retards accumulés dans l'enregistrement des ONG et quant au manque de régularité des procédures de consultation de la société civile, la liberté d'association et de réunion n'est pas considérée comme une priorité pour le Liban. De même, les intimidations, les limitations de la liberté d'expression (blasphèmes et insultes contre la religion), ainsi que la liberté de la presse sont à peine mentionnées.

Le Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) appelle l'UE à considérer la liberté d'association et de réunion, ainsi que la liberté d'expression, comme des priorités dans son prochain rapport de suivi.

Droits des femmes

L'UE réclame une réforme de la loi sur la nationalité, afin de permettre aux femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants.

Dans son prochain Rapport de suivi, l'UE devrait appeler les autorités libanaises à :

- *Réviser la loi récemment adoptée sur la violence domestique, qui ne fournit pas de protection adéquate contre toutes les formes d'abus, en consultation avec la société civile ;*
- *Promouvoir le rôle de la femme dans la vie publique et économique.*
- *Modifier la loi actuelle sur la nationalité ou l'imposition d'un quota de femmes d'au moins 30 % au parlement d'ici 2015, ainsi que la levée des réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.*



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

Justice

Dans son rapport de suivi, l'UE qualifie les réformes de la justice de priorités, en particulier dans le domaine de l'indépendance de la justice, en appelant le Liban à :

- Réformer son système judiciaire et garantir l'indépendance des magistrats ;
- Restreindre la compétence juridictionnelle des tribunaux militaires, améliorer la gestion des prisons et les conditions de détention, et lutter contre l'impunité à tous les niveaux ;
- Garantir l'imputabilité et assurer un contrôle démocratique des forces de sécurité.

Dans son prochain rapport de suivi, le REMDH appelle l'UE à considérer comme une priorité la lutte contre la torture et les mauvais traitements subis par les détenus, dans la mesure où toutes les formes de torture ne sont pas reconnues comme des infractions pénales au Liban.

Droits des migrants et des réfugiés

La situation des travailleurs migrants est considérée comme une priorité dans le rapport de suivi de l'UE qui critique le cadre législatif libanais relatif au traitement des travailleurs étrangers. L'UE exhorte les autorités libanaises à :

- Renforcer la protection des droits de l'Homme et à lutter contre tous les types de discrimination, en particulier celle visant des groupes vulnérables tels que les travailleurs migrants ;
- Améliorer les mesures prises en réaction à la présence de réfugiés originaires de Syrie.

Le REMDH appelle l'UE à :

- *Continuer de considérer l'amélioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens et le respect total de leurs droits comme des priorités, et à encourager le gouvernement libanais à prendre des mesures à cet égard, comme ce fut le cas par le passé ;*
- *Examiner les pratiques relatives à la détention extrajudiciaire de migrants et à recommander des solutions en conséquence ;*
- *Recommander clairement au Liban de ratifier la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés ;*
- *Reconnaître le droit à la vie de famille des travailleurs migrants et à prendre des mesures concrètes concernant le déplacement forcé des enfants des travailleurs migrants nés au Liban (à la suite d'une récente décision de la Sûreté Générale).*

Le **Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme** est un réseau qui regroupe plus de 80 organisations de défense des droits de l'Homme, institutions et membres individuels, basés dans 30 pays autour de la Méditerranée. Le REMDH travaille à la promotion et à la protection des droits de l'Homme dans le cadre du processus de Barcelone, ainsi que la coopération entre l'Union européenne et le monde arabe.

www.euromedrights.org



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MEDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان